

si peu d'appui parmi ses collègues, qu'il dut suspendre ses cours, faute d'auditeurs.

Notre roi ne fut pas plus heureux dans les mesures qu'il voulut prendre à l'effet d'amener l'union dogmatique des deux confessions des luthériens et des calvinistes, et le rétablissement de l'Eglise protestante par une nouvelle organisation hiérarchique. Pour parvenir à l'union dogmatique on se servit de la presse; des recueils scientifiques traitèrent dès lors des doctrines sur lesquelles différaient les deux confessions; car ce fut des doctrines que l'on s'occupe d'abord. On tâcha de rapprocher les points controversés. Parmi les recueils dont nous parlons, il faut citer en premier lieu la Gazette littéraire de Berlin, *Berliner literarische Zeitung*. Les mêmes questions furent traitées dans des brochures. Mais les rationalistes, justement effrayés de cette campagne ouverte contre eux, combattirent, dans leurs organes habituels ainsi que dans une foule de brochures, et toujours avec une extrême violence, les idées mises en avant par les écrivains du Gouvernement. Une chose servit encore à les exaspérer, ce fut la disgrâce dans laquelle le système philosophique de Hegel, base de leurs opinions théologiques, était tombé. Pour donner une direction plus chrétienne à l'enseignement philosophique, Schellings avait été rappelé de Munich à Berlin, et sa grande renommée lui avait d'abord donné un succès passager. Mais bientôt ses cours furent déserlés et les hégéliens, plus outrés encore que leur maître, ouvrirent un feu si bien nourri contre Schellings et ses rares partisans, que ceux-ci, qui se trouvaient, au fond, au même point de vue que leurs adversaires eurent le dessous.

Si les essais faits pour amener l'union dogmatique des luthériens et des réformés ont provoqué une si forte opposition de la part des rationalistes, les projets de notre roi de réorganiser l'ordre hiérarchique de l'Eglise protestante devaient exciter un mécontentement général parmi tous les protestants. En effet, on se souvient encore de ce cri universel de l'Allemagne protestante, lorsqu'elle apprit que le roi de Prusse s'était rendu en Angleterre à l'effet d'opérer un rapprochement entre les protestants d'Allemagne, et l'Eglise ecclésiastique anglicane. L'indignation et l'exaspération parvinrent à un tel point, que non seulement ce projet fut abandonné, mais que l'on s'efforça même de le désavouer. Il était pourtant très sérieux; la part que notre roi prit à l'érection et à l'entretien de l'évêché anglican de Jérusalem en est une preuve palpable. Le voyage du Roi en Angleterre eut une autre suite très fâcheuse, ce fut de le réconcilier avec un homme tristement célèbre dans l'affaire de Cologne, avec M. Bunsen, qui sut gagner sa confiance et qui, appelé à Berlin, eut dès-lors cette confiance tout entière. Bunsen et quelques autres personnages que le Roi avait appelés dans le ministère eurent, à dater de ce jour, une influence prépondérante qui se manifesta bientôt dans la ligne politique suivie à l'égard du radicalisme aussi bien que de l'Eglise catholique. Je vous dirai là-dessus quelques mots dans une quatrième lettre.

ESPAGNE.

—Les affaires ecclésiastiques en Espagne compliquent singulièrement les affaires politiques de ce pays. Dans le mouvement qui vient d'étonner et d'agiter la Péninsule on a pu juger du rôle que joue encore la grave question des biens ecclésiastiques. On sait que le Cabinet, trois semaines avant la lutte électorale a suspendu la vente de ces biens. Cette flatterie envers le clergé et le parti monarchique a été accueillie par un mépris général. On jette à la face du Cabinet les anciens discours de plusieurs de ses membres ou affidés entre autres de M. Pidal ardent avocat des intérêts de l'Eglise en 1840, à une époque où ces intérêts se trouvaient rapprochés de ceux du parti modéré. Le *Correo Nacional* continué aujourd'hui par le *Heraldo* moniteur du même parti disait, au temps de la régence d'Espartero : Nous devons déclarer que si le parti conservateur, avec le temps arrive au pouvoir il ne reconnaîtra ni ne sanctionnera jamais la spoliation du patrimoine des cathédrales, paroisses et collégiales; il ne regardera jamais comme un fait consommé un acte de colère, de rancune, de vengeance; il ne se croira obligé par aucune considération à respecter ce qu'il déclare en ce moment, de la manière qu'il peut, *illégal spoliateur*, marqué du sceau de la plus dure et de la plus évidente usurpation.

Comment des hommes et un parti qui ont tenu ce langage, élevés enfin au pouvoir, ont-ils tardé neuf mois (depuis la chute d'Orozaga jusqu'au mois d'août dernier) à révoquer l'illégalité commise par les progressistes? Comment le ministre Carrasco, coryphée du parti modéré dans le cabinet G. Bravo, a-t-il pu précipiter d'une façon inouïe la vente des propriétés non vendues; comment le cabinet actuel, complice pendant trois mois de ces ventes qu'il qualifiait de sacrilèges, déclare-t-il maintenant la guerre, par l'organe de ses journaux, au plan avoué d'a monarchiques, de revenir sur le gaspillage des biens de l'Eglise, ou du moins de soumettre au jugement du Saint-Siège la question débattue?

On ne prend pas la peine de développer jusqu'au bout les inconséquences d'un régime révolutionnaire. Mais rapportons quelques faits qui percuteront de juger, au point de vue économique, la mesure exécutée par Espartero.

Il y a peu de jours, il était question à Madrid d'un prêt offert au gouvernement par une compagnie de banquiers anglais, à la condition que le décret suspendant la vente ecclésiastique serait rapportée. Voici ce que disait à cette occasion une correspondance de Madrid à une feuille fort peu suspecte de partialité en faveur de l'Eglise espagnole :

« La proposition des banquiers n'est, au fond, qu'une spéculation très adroite pour frustrer le trésor d'Espagne. Dès l'année 1835, il s'était formé une société de capitalistes étrangers, la plupart anglais, pour acheter les biens

ecclésiastiques. Malgré l'engagement formel de payer comptant les biens acquis, cette société, grâce à la faiblesse et aux sympathies d'Espartero pour l'Angleterre, avait obtenu sursis après sursis, au point qu'elle finit par trouver moyen de ne plus payer qu'avec les revenus des biens qu'elle avait achetés. C'était, comme on voit, une manière d'acquiescer ses dettes sans déier sa propre bourse.

« M. Mon, avec la fermeté et l'exactitude qui le caractérisent, fit faire le relevé des sommes qui restent à payer par la société inédue, et acquit la conviction que celui-ci n'avait, depuis neuf ans, payé qu'environ la moitié des biens ecclésiastiques dont elle est en possession. Le ministre des finances, en publiant dernièrement l'ordonnance relative à la suspension de la vente des biens ecclésiastiques, signifia en même temps à la compagnie qu'elle eût à se mettre en mesure de remplir sans délai ses engagements, puisque en cas contraire le gouvernement prendrait les biens qui ne sont pas payés encore.

« Pour conjurer l'orage, les capitalistes anglais se sont empressés d'offrir à M. Mon, sous la forme d'emprunt, une subvention de 225 millions de réaux pour être appliquées au culte et au clergé. Les banquiers de Londres se réservent, outre un intérêt de 6 p. 100, une commission de 2 p. 100. Ainsi, non contents d'obtenir un nouveau délai pour le paiement de leurs dettes, les Anglais voudraient négocier un emprunt onéreux pour le gouvernement espagnol.

« Comme cela était facile à prévoir, M. Mon a repoussé les offres de la compagnie anglaise, en la sommant de payer ce qu'elle doit, ou de restituer au gouvernement les biens acquis.

Ces faits en disent long sur le genre d'influence exercé en Espagne par l'Angleterre. Les révélations qu'on vient de lire nous instruisent aussi de ce qu'il faut attendre des progressistes, et en particulier d'Espartero, pour la réorganisation des finances et du bien-être matériel de la Péninsule.

ÉTATS-UNIS.

Les Milleristes repentants.—On annonce que certains prédicateurs milleristes tiennent encore bon et assurent ne s'être trompés que de deux semaines pour la fin du monde. D'autres, moins fiers ou moins, s'ils viennent de reconnaître en pleine chaire dans leur église de New-York qu'ils s'étaient laissés tromper par de faux calculs et de prétendues révélations magnétiques. Ils ont engagé les ouvriers à reprendre leur ouvrage et à attendre la fin du monde quand il plaira à Dieu de la décréter.

AMÉRIQUE.

Détails sur la dernière révolution du Pérou.—Le Pérou a, aujourd'hui, trois prétendants au pouvoir, trois dictateurs ou présidents comme ils s'appellent, ce sont le général Vivanco, Castilla et Elias. Celui-ci est le dernier venu. Il était préfet du département de Lima et l'allié du général Vivanco dans la lutte que ce dernier soutenait contre son compatriote Castilla.

Le 17 juin Elias assembla la garde nationale et les troupes de la garnison sur la place de Palais, et leur communiqua les motifs qui lui faisaient penser qu'il fallait abandonner le directeur. La multitude applaudit. Il dit qu'avec leur consentement il exercerait le pouvoir suprême jusqu'à la fin de la guerre civile et la réunion du congrès. Il protesta de son dévouement au pays et déclara que son seul but était de réconcilier les partis afin que la nation pût librement faire choix d'un homme digne de la gouverner.

Cette allocution fut bien reçue des troupes et Elias fut proclamé chef du gouvernement, par acclamation. Il publia ensuite un décret qui lui conférait l'autorité suprême et il annonça qu'il allait envoyer des commissaires aux commandans des forces belligérantes, les généraux Vivanco, Castilla et Rufino Echenique, pour leur proposer un arrangement.

Les chargés d'affaires anglais, français et américains, après en avoir conféré avec leurs collègues du corps diplomatique, dont les compatriotes sont également lésés par les mesures arbitraires prises par les parties querellantes, et le blocus déclaré par chacune d'elles sans motifs bien fondés, avaient donné des ordres aux commandans de leurs stations respectives de faire voile au sud, et de notifier aux autorités leur détermination de ne pas reconnaître le blocus des ports le long de la côte. Le nouveau gouvernement en apprenant cette décision, s'est hâté, par un décret, de réouvrir les ports d'Arica et d'Iquique qui étaient bloqués par les forces de Vivanco.

Peu de temps après cet acte de condescendance aux remontrances des représentants européens, le port de Callao a été de nouveau fermé par un décret, daté du 31 juin et émanant d'un autre prétendant. Les troupes qui ont pris parti pour Elias sont commandées par le colonel Echizure, on allie et presque son associé; celui-ci a marché, le 4 juillet, contre Lima; mais il trouva la capitale si énergiquement préparée à la résistance qu'il se retira à Matucana où il avait fixé provisoirement son quartier général. Vivanco de son côté, était à Arica, et Castilla à quelques lieues de Lima.

Complot contre les deux frégates mexicaines.—On annonce que les deux frégates à vapeur mexicaines qui sont venues se faire réparer à New-York, vont enfin pouvoir partir, le capitaine Espino étant revenu de la Vera-Cruz, avec l'argent nécessaire pour solder ses dépenses et se remettre en mer. Un journal américain assure, en même temps, que le commodore texien Moore, qui se trouvera à New-York et qui est connu par ses mérites maritimes a résolu de capturer les deux frégates aussitôt qu'elles seront sorties des eaux de New-York. Comment pourra-t-il exécuter ce coup de main n'ayant pas un navire à sa disposition? C'est ce que l'on ignore et ce que nous serons curieux d'apprendre.